

## SÉMINAIRE

# La protection des écosystèmes terrestres et marins à l'USJ



Les participants à la table ronde. Photo DR

Dans le cadre du renforcement de la gouvernance environnementale, l'Observatoire de la fonction publique et de la bonne gouvernance (OFF) de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le ministère de l'Environnement, a organisé son quatrième séminaire intitulé « La gouvernance environnementale dans le secteur des écosystèmes terrestres et marins ».

Pascal Monin, directeur de l'OFF, a estimé dans son mot d'ouverture qu'il faut « transformer le défi environnemental d'une crise en une opportunité économique sur laquelle on peut s'appuyer et dans laquelle investir ».

### Immense diversité biologique

Dans son intervention, Mirna Semaan, professeure universitaire et experte en biodiversité terrestre, a présenté un rapport sur l'état de l'environnement au Liban, mettant l'accent sur son extraordinaire biodiversité. Elle a évoqué la pollution sur la côte libanaise et à l'intérieur des

terres, la pollution atmosphérique, les incendies de forêt... s'attardant sur l'impact de la crise des réfugiés sur les actifs naturels ainsi que l'étalement urbain et son impact sur l'environnement.

La pollution de la mer était le sujet traité par Milad Fakhry, directeur du centre national des sciences marines du Conseil national de la recherche scientifique. « Beaucoup d'activités, de la montagne jusqu'aux côtes, sont responsables de la pollution de la mer, a-t-il expliqué. Les déchets sont jetés dans les cours d'eau, les usines déversent leurs rejets industriels sans traitement dans les rivières et les égouts se retrouvent dans la mer, sans compter l'inconscience du citoyen qui n'a pas de scrupule à abandonner ses ordures au bord de la mer. » Tout en assurant que la consommation de poisson ne représente aucun danger, M. Fakhry a déploré les méthodes de pêche destructrices.

L'expérience « encourageante » des 18 réserves du Liban a été exposée par Nizar Hani, directeur de la réserve des cèdres du Chouf. « Cette réserve et ses environs constituent le principal moteur économique de cette région, a-t-il affirmé. Aux alentours de la réserve, il existe désormais 28 maisons d'hôtes et un grand réseau de sentiers atteignant 500 kilomètres. Des dizaines de personnes travaillent à la réhabilitation des écosystèmes et la protection de nos forêts contre les incendies. Ces activités sont des opportunités d'emploi pour les habitants. »

De son côté, Pétra Obeid, chef du département de la jeunesse et des organismes locaux au ministère du Tourisme, a insisté sur l'objectif actuel du ministère, qui est de transfor-

mer l'administration très centralisée du tourisme en une administration décentralisée participative, avec une coopération entre les secteurs privé et public et les communautés locales.

### Absence d'un langage cohérent

L'inapplication des lois et le manque de données sur la biodiversité au Liban sont des points qui ont été soulevés par Rhéa Kahalé, enseignante-chercheuse dans le domaine de la gestion et la conservation de la biodiversité à l'USJ, et activiste à l'association Jouzour Loubanan. Elle a également pointé du doigt l'absence de sensibilisation, donnant l'exemple des ravages que peuvent causer des randonneurs dans la nature s'ils ignorent l'importance biologique du milieu naturel.

Pour Pascal Abdallah, expert en développement du tourisme responsable, « le plus grand défi dans le domaine de l'écotourisme est l'absence d'un langage cohérent entre tous les acteurs concernés, car le concept d'écotourisme au Liban est compris différemment d'un groupe à l'autre ». « Il est nécessaire, dit-il, d'impliquer les communautés locales dans le tourisme, d'organiser le secteur et de développer une stratégie marketing claire pour connaître la cible de la publicité touristique. »

Le président de la Lebanon Mountain Trail Association (LMTA), Omar Sakr, a estimé qu'il existe une tendance générale de profiter de la nature sans une vraie connaissance de ses richesses. Le LMTA, a-t-il annoncé, travaille actuellement à l'établissement de normes pour créer de nouveaux sentiers au Liban afin d'organiser ce secteur.